Deux marraines pour une Marianne

C'est une journée bien particulière qu'a vécue le village de Courcelles ce vendredi 13 septembre.

Comme l'a rappelé le maire, Denis Thion, cela faisait exactement 520 ans en juillet dernier qu'un membre du gouvernement en exercice n'avait pas foulé le sol du territoire communal. À l'époque plusieurs ministres avaient accompagné le roi Charles VIII et la reine Anne qui séjournaient au château. Cinq siècles plus tard, c'est donc une autre Anne, Anne-Marie Escoffier qui laissera son empreinte dans l'histoire communale.

Anne-Marie Escoffier et Marianne Dubois libère la Marianne de ses étreintes.

La venue de la ministre de la réforme de l'État et de la décentralisation à Courcelles marquait l'achèvement d'une série d'aménagements divers pour l'amélioration de la qualité de vie des habitants : économie d'énergie, protection de l'écosystème, valorisation du patrimoine dans une perspective de développement économique.

Une Marianne très contemporaine

Conjointement avec la députée Marianne Dubois, elle a coupé le ruban tricolore qui écharpait la Marianne de l'artiste loirétain François Lavrat, une œuvre superbe mettant en valeur les mots Liberté Égalité Fraternité qui trône désormais sur le parvis de la mairie.

Denis Thion plaide pour les petites communes

Lors de la cérémonie qui a suivi cette inauguration, Denis Thion a saisi l'opportunité de s'adresser directement à la ministre en charge des lois de décentralisation qui seront prochainement débattues au parlement : « Je vais droit au but, Madame la ministre. J'ai peur, et je ne suis pas le seul, que nos petites communes fassent les frais de la mise en place de logiques métropolitaines ».

Denis Thion, Alex Frison et Michel Chaumette ont été décorés par Anne-Marie Escoffier de la médaille vermeil régionale, départementale et communale pour 30 années de mandat au service du village et de ses habitants.

Anne-Marie Escoffier s'est efforcée de rassurer Denis Thion, ainsi qu'une partie de son auditoire en expliquant la philosophie du projet gouvernemental « Nous nous inscrivons dans le prolongement des lois de 1982 afin d'apporter le meilleur service à nos concitoyens. Il s'agit de corriger certaines difficultés rencontrées par vos collectivités. Soyez assuré qu'il n'y a pas une once d'abandon ».

Interrogé à la suite de cette prise de parole, Denis Thion s'est dit prêt à croire ces propos, en ajoutant toutefois : « Attendons pour voir ».